



Bulletin d'information hebdomadaire du Bureau du Procureur

Semaine du 9 au 14 juin 2011 – numéro 91

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE LA SEMAINE :

- **LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE II DEMANDE QUE LUI SOIENT PRÉSENTÉES DES OBSERVATIONS QUANT À L'OPPORTUNITÉ ET À LA POSSIBILITÉ DE TENIR DES AUDIENCES DE CONFIRMATION DES CHARGES AU KENYA – L'ACCUSATION ET LE CONSEIL PUBLIC POUR LES VICTIMES S'OPPOSENT À UNE TELLE ÉVENTUALITÉ**
- **LE VICE-MINISTRE COLOMBIEN DE L'ÉDUCATION EN VISITE À LA COUR PRÉCONISE UNE ACTION CONCERTÉE AFIN D'ÉLABORER ET DE PROMOUVOIR AU NIVEAU NATIONAL DES PROGRAMMES DE SENSIBILISATION À LA VIOLENCE**

APERÇU

– *Le Président Al Bashir ne devrait pas se rendre pas en Malaisie, p. 6*

Les juges évaluent la possibilité de tenir des audiences de confirmation des charges sur place dans les affaires relatives au Kenya

13 juin – La Chambre préliminaire II a annoncé le 3 juin qu'elle « *évalu[ait] l'opportunité et la possibilité de tenir des audiences de confirmation des charges sur le territoire de la République du Kenya* » et a [demandé](#) à l'Accusation, aux victimes ayant présenté une demande et à la Défense de lui faire part de leurs observations sur cette question. L'Accusation a fait [savoir](#) qu'elle « *considér[ait] que les conditions d'insécurité rend[ai]ent impossible* » la tenue de ces audiences au Kenya. Elle a souligné qu'elle était tenue de protéger ses témoins contre tous les risques envisageables. Elle a déclaré : « *En l'état actuel des choses, l'Accusation considère qu'elle ne peut assurer une protection digne de ce nom de ses témoins sur le territoire du Kenya. La Chambre a déjà été informée de ses préoccupations quant à leur sécurité. D'après l'Accusation, les témoins/leur famille/les témoins perçus comme tels au Kenya courront vraisemblablement davantage de risques si la procédure se tient sur place* ».

Les victimes ayant présenté une demande devant la Cour ont [déclaré](#) par l'intermédiaire du Bureau du conseil public pour les victimes qu'en l'espèce, elles « *s'oppos[aient] à l'unanimité à ce que les audiences de confirmation des charges se tiennent au Kenya [...], puisqu'une telle éventualité pourrait accroître le risque de violence, notamment contre les personnes susceptibles d'être soupçonnées d'avoir déposé une demande pour obtenir le statut de victime dans le cadre de cette procédure ou de vouloir le faire à l'avenir* ».

La Défense de Kenyatta a [affirmé](#) qu'« *il serait inadmissible de changer le lieu [où doivent se tenir les audiences] compte tenu du retard occasionné et [que] le droit du suspect à être jugé dans un délai raisonnable en serait lésé* ». La Défense du général Ali a [demandé](#) à ce que les audiences se déroulent à La Haye. La Défense de M. Ruto et celle de M. Sang ont [précisé](#) qu'elles craignaient que « *le changement à titre temporaire du lieu où se déroulerait la procédure pour aborder certains aspects de l'affaire perturber[ait] la préparation de la Défense et l'empêcher[ait] de participer efficacement à l'audience de confirmation des charges* ».

La Défense de Muthaura a [indiqué](#) qu'il était dans l'intérêt de la justice, des témoins et des victimes que l'audience de confirmation des charges se tienne au Kenya, toutefois, « *si la Cour et le Gouvernement de la République du Kenya ne sont pas en mesure d'assurer comme il se doit la protection et la sécurité des victimes et des témoins et de garantir le déroulement de la procédure de façon satisfaisante et harmonieuse, l'Ambassadeur Francis Muthaura s'opposera à ce qu'elle ait lieu au Kenya* ». En conséquence, la Défense de Muthaura invite la Cour à considérer Arusha comme la meilleure solution de rechange. La Défense de Kosgey a également fait valoir qu'il y avait bon nombre d'avantages à ce que les audiences se déroulent au Kenya et qu'à titre subsidiaire, la Chambre pouvait envisager qu'elles se tiennent dans un autre pays de l'Afrique de l'Est.



Le Vice-ministre colombien de l'éducation en visite à la Cour a fait part des efforts déployés par la Colombie en vue d'élaborer des programmes de sensibilisation à la violence

14 juin – Le Vice-ministre colombien de l'éducation, Mauricio Perfetti del Corral, s'est rendu à la Cour où il a rencontré des représentants du Bureau du Procureur pour leur présenter les programmes éducatifs mis en œuvre par la Colombie afin de réduire la violence, de la prévenir et d'y faire face. Le Vice-ministre a donné une conférence sur le thème intitulé « Résolution des conflits et prévention de la violence : le programme des compétences citoyennes du Ministère de

l'éducation de Colombie ».

Le Vice-ministre s'est également entretenu avec des représentants d'États parties et non parties, ainsi que des universitaires, afin d'échanger des expériences et les meilleures pratiques en vigueur et de développer davantage les efforts conjugués visant à mettre en parallèle l'éducation et la gestion des conflits. L'achèvement du premier procès porté devant la CPI (*Le Procureur c. Thomas Lubanga*) sera l'occasion de s'intéresser à la question de savoir comment les États parties et les autres acteurs concernés peuvent amplifier l'action de la Cour à travers leurs programmes éducatifs nationaux, et contribuer ainsi à la prévention. Les États intéressés peuvent contacter le Bureau à l'adresse OTP.Briefing@icc-cpi.int pour obtenir un complément d'information ou nous transmettre leurs avis à ce sujet.

I. Enquêtes et poursuites

Au cours de cette semaine, le Bureau du Procureur a présenté 24 écritures dans les différentes affaires et a mené sept missions d'enquête dans six pays.

I.1. Situation en [République démocratique du Congo](#) (RDC)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités de la RDC en mars 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant d'abord sur l'Ituri, où les principaux groupes armés avaient commis certains des crimes les plus graves. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés, à l'encontre des dirigeants de l'UPC [Thomas Lubanga Dyilo](#) et [Bosco Ntaganda](#), et de ceux du FNI et de la FRPI [Germain Katanga](#) et [Mathieu Ngudjolo Chui](#). Le procès contre [Thomas Lubanga Dyilo](#) s'est ouvert le 26 janvier 2009. L'Accusation a déposé son mémoire en clôture le 1^{er} juin et prononcera son réquisitoire les 25 et 26 août 2011. L'ouverture du procès de [Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo Chui](#) a eu lieu le 24 novembre 2009 et l'Accusation a achevé la présentation de ses moyens le 8 décembre 2010. [Bosco Ntaganda](#) est toujours en fuite. En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête dans les deux provinces du Kivu. Le 28 septembre 2010, les juges ont délivré un mandat d'arrêt sous scellés contre Callixte Mbarushimana, secrétaire exécutif des FDLR, qui a été arrêté à Paris le 11 octobre 2010 et transféré à la Cour le 25 janvier 2011. L'audience de confirmation des charges est prévue pour le 17 août 2011.

8 juin – La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et ses organisations membres en RDC ont, dans une lettre ouverte adressée au Conseil de sécurité de l'ONU, [demandé](#) la mise en œuvre d'une campagne de communication publique axée sur l'importance de la coopération de la RDC avec la CPI, mettant en évidence la nécessité pour la RDC de respecter ses obligations en matière de lutte contre l'impunité des auteurs des crimes les plus graves, en transférant Bosco Ntaganda à la CPI, en luttant contre cette impunité au niveau national et en adaptant le droit congolais au Statut de Rome.

I.2. Situation en [Ouganda](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités ougandaises en janvier 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre [des plus hauts dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur \(ARS\)](#) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur l'ordre de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont pas encore été exécutés. Depuis 2008, l'ARS aurait tué plus de 2 000 personnes, en aurait enlevé plus de 2 500 et en aurait contraint bien plus de 300 000 à se déplacer rien qu'en RDC. En outre, au cours de la même période, l'ARS a déplacé plus de 120 000 personnes, en a tué plus de 450 et enlevé plus de 800 dans le sud du Soudan et en République centrafricaine.

8 juin — Une [réunion](#) des ministres de la défense et de la sécurité des pays affectés par les exactions de l'Armée de résistance du seigneur (ARS), présidée par le Commissaire à la paix et à la sécurité de la Commission de l'Union africaine, l'Ambassadeur Ramtane Lamamra, s'est tenue à Addis Abeba afin d'aborder des questions de coopération régionale dans le cadre de la lutte contre l'ARS. Ils ont décidé de mettre en place un mécanisme conjoint de coordination, à savoir une structure ad-hoc sur le plan stratégique devant coordonner les efforts de l'UA, des pays concernés ainsi que du soutien des partenaires en vue de créer une Force régionale d'intervention, qui devra être une mission [autorisée](#) par l'UA. Ils ont lancé un appel pressant à l'intention de la communauté internationale afin de rallier son soutien à la mission.

9 juin — Quarante-sept organisations congolaises et internationales ont [exhorté](#) les États à allouer des ressources supplémentaires à la MONUSCO pour protéger la population civile contre les attaques de l'ARS, insistant sur le fait que ce groupe rebelle a perpétré plus de 100 attaques depuis le début de l'année et que ses actions ont provoqué le déplacement de près de 340 000 personnes en RDC. Malgré la menace que représente l'ARS, moins de 5 % des troupes de la MONUSCO sont déployées dans les zones où opère ce groupe et aucun casque bleu n'est présent dans la zone où opérerait son chef, Joseph Kony.

9 juin — Le porte-parole des autorités judiciaires ougandaises, le juge Elias Kisawuzi a [déclaré](#) que le procès du commandant de l'ARS qui a été arrêté, Thomas Kwoyelo, devait s'ouvrir le 7 juillet à Gulu, dans le nord de l'Ouganda. Conformément à la démarche positive qu'il a adoptée à l'égard de la complémentarité et à l'article 93-10 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a prêté assistance aux enquêteurs et aux procureurs ougandais dans le cadre de cette affaire nationale, s'attaquant ainsi au fléau de l'impunité. Les autorités ougandaises se sont solennellement engagées à utiliser les informations qui leur sont communiquées par le Bureau dans le contexte de procédures conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

I.3. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre, d'une part, d'[Ahmad Harun et d'Ali Kushayb](#) et, d'autre part, d'[Omar Al Bashir](#), et n'ont pas encore été exécutés. Trois citations à comparaître ont également été délivrées à l'encontre, d'une part, de [Bahar Idriss Abu Garda](#) et, d'autre part, d'[Abdallah Banda Abaker Nourain et de Saleh Mohammed Jerbo Jamus](#). Le 12 juillet, la Chambre préliminaire I a délivré un [deuxième mandat d'arrêt](#) contre Omar Al Bashir pour trois chefs de génocide à l'encontre des groupes ethniques des Four, Masalit et Zaghawa : génocide par meurtre, génocide par atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale, et génocide par soumission intentionnelle de chaque groupe ciblé à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique. M. Abu Garda a [comparu de son plein gré](#) devant la Cour en exécution de la citation à comparaître qui lui avait été adressée. L'audience de confirmation des charges a eu lieu du 19 au 30 octobre 2009. Le 8 février 2010, la Chambre préliminaire a rendu une décision par laquelle elle rejetait les charges. Le 15 mars, le Bureau du Procureur a déposé une [demande](#) d'autorisation d'interjeter appel de cette décision, que la Chambre préliminaire a rejetée le 23 avril. Le Bureau entend présenter des éléments de preuve supplémentaires. Le 25 mai, la Chambre préliminaire a rendu sa [Décision informant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies du défaut de coopération de la part de la République du Soudan](#) dans l'affaire portée contre Harun et Kushayb. Le 17 juin, Abdallah Banda Abaker Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus [ont comparu](#) volontairement devant la CPI, pour répondre des accusations de crimes de guerre portées à leur encontre en raison de leur rôle dans l'attaque menée contre des soldats chargés du maintien de la paix de l'Union africaine à Haskanita en 2007. L'[audience de confirmation des charges](#) concernant MM. Banda et Jerbo s'est tenue le 8 décembre 2010. Le 6 mars 2011, la Chambre préliminaire I a [confirmé](#) toutes les charges qui pèsent contre MM. Banda et Jerbo. La date d'ouverture du procès n'a pas encore été fixée.

13 juin — L'ancien Ministre des affaires du Conseil des ministres et ténor du MPLS Luka Biong Deng a [déclaré](#) que le Président Al Bashir recevrait une invitation aux festivités organisées pour célébrer l'indépendance du Sud-Soudan mais qu'il lui appartenait de l'accepter ou non.

14 juin — Le Directeur du Comité d'aide humanitaire soudanais, Ali Adam Hassan, a [annoncé](#) la publication d'un rapport sur les performances des organisations humanitaires occidentales, préparé afin de refléter « *les nombreuses faiblesses et erreurs relevées dans leur fonctionnement* » et que des « *résolutions cruciales et contraignantes* » seraient annoncées dans les jours qui suivent afin de réformer les performances et les objectifs des groupes d'aide humanitaire au Darfour.

I.4. Situation en [République centrafricaine](#) (RCA)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités centrafricaines en décembre 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba Gombo](#) pour des crimes commis en 2002 et 2003. L'[audience de confirmation des charges](#) a eu lieu du 12 au 15 janvier 2009. Le 15 juin de la même année, la Chambre préliminaire II a rendu sa décision relative à la confirmation des charges. Le 18 septembre, l'affaire a été renvoyée devant la Chambre de première instance III. Dans le même temps, le Bureau continue de s'intéresser de près aux allégations de crimes commis depuis la fin de 2005. Le procès s'est ouvert le 22 novembre 2010. La Défense a décidé de ne pas interjeter appel de la décision rendue le 17 décembre à propos du réexamen de la détention de M. Jean-Pierre Bemba conformément à l'arrêt du 19 novembre 2010.

I.5. [Kenya](#)

En février 2008, le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait les violences postélectorales de décembre 2007 et janvier 2008. Le 9 juillet 2009, le Groupe d'éminentes personnalités de l'Union africaine a annoncé qu'il allait [remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés contenant une liste de personnes qui seraient impliquées et des pièces justificatives que son président, Kofi Annan, avait lui-même reçues de la Commission Waki](#). Le 5 novembre 2009, le Procureur a informé le Président Kibaki et le Premier Ministre Odinga que, selon lui, des crimes contre l'humanité avaient été commis, et leur a rappelé son devoir d'intervenir en l'absence de procédures nationales. Le Président et le Premier Ministre se sont tous deux engagés à coopérer avec la Cour. Le 26 novembre, le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire II l'autorisation d'ouvrir une enquête, insistant sur le fait que 1 220 personnes avaient été tuées, que des centaines avaient été violées, que des milliers de viols n'avaient pas été rapportés, que 350 000 personnes avaient été déplacées de force et que 3 561 avaient été blessées dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique lancée contre la population civile. Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur les crimes contre l'humanité qui auraient été commis entre le 1^{er} juin 2005 et le 26 novembre 2009. Pour la première fois depuis le début de l'enquête, le Procureur s'est rendu au Kenya du 8 au 12 mai 2010. Il y est retourné une seconde fois du 1^{er} au 3 décembre. Le 15 décembre 2010, le Procureur a présenté deux demandes de citations à comparaître concernant six personnes (William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey, Joshua Arap Sang, Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohamed Hussein Ali) qui porteraient la responsabilité la plus lourde au vu des éléments de preuve en sa possession. Le 8 mars 2011, la Chambre préliminaire II a [délivré](#) six citations à comparaître. Les six suspects se sont présentés volontairement devant la Cour les 7 et 8 avril 2011. La Chambre a indiqué que les audiences de confirmation des charges s'ouvriraient les 1^{er} et 21 septembre 2011.

10 juin — Le 6 juin, le Gouvernement kényan a déposé une demande d'autorisation d'interjeter appel de la décision de la Chambre préliminaire de rendre une décision finale à propos de l'exception d'irrecevabilité soulevée en l'espèce avant de se prononcer sur la demande de coopération du Gouvernement. L'Accusation a déposé une réponse le 10 juin, faisant valoir que la question qui est au cœur de la demande n'est pas susceptible d'appel au sens de l'article 82-1-d du Statut et qu'elle n'est pas de nature à justifier un appel. Partant, l'Accusation a demandé que soit rejetée la demande.

I.6. [Libye](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi par le Conseil de sécurité de l'ONU le 26 février 2011 en vertu de la [résolution 1970](#) (2011). Au vu des dispositions du Statut de Rome, le Procureur ouvrira une enquête à moins qu'il n'existe aucune base raisonnable permettant de croire que des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis. À la suite de l'examen préliminaire des informations portées à sa connaissance, le Procureur a [décidé](#) d'ouvrir une enquête le 3 mars 2011 et a [demandé](#) à la Chambre préliminaire I de délivrer des mandats d'arrêt à l'encontre de Mouammar Abu Minya Kadhafi, Saïf Al Islam Kadhafi et Abdullah Al Sanousi le 16 mai.

9 juin — Le Groupe de contact sur la Libye s'est réuni à Abu Dhabi afin de discuter de l'évolution de la situation depuis sa dernière réunion en mai à Rome. Entre autres, il « *s'est réjoui de la décision du Procureur de la CPI d'avoir officiellement demandé que soit délivré un mandat d'arrêt à l'encontre de [Muammar] Kadhafi* ». Il a [pris acte](#) du rapport publié par la Commission d'enquête sur la Libye et condamné toutes les atteintes au droit humanitaire et au droit pénal international. Il a en outre « *réaffirmé que toutes les personnes complices des crimes commis par le régime, y compris celles qui sont visées par des mandats d'arrêt de la CPI et celles qui ont directement ordonné les attaques menées contre la population civile, ser[ai]ent amenées à rendre des comptes. Il a exhorté les partisans de Kadhafi à désavouer le régime pour ne pas être soupçonnés d'atteintes aux droits de l'homme* ».

10 juin — Le Secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes, Ahmed Ben Helli, a [déclaré](#) que la Ligue était déterminée à soutenir les Libyens et non le régime de Kadhafi. Cette déclaration est intervenue en réponse aux propos du président du Comité africain de médiation qui préconisait la démission de Kadhafi. M. Ben Helli a ajouté que des concessions devaient être faites des deux côtés et souligné qu'il était impératif de mettre fin au bain de sang et à la souffrance des Libyens et de ne plus considérer la division entre l'est et l'ouest de la Libye comme un fait accompli.

II. Analyses préliminaires

Statistiques relatives aux [communications au titre de l'article 15](#) et autres examens préliminaires.

L'analyse préliminaire constitue la première phase de l'action du Bureau du Procureur menée en vue de déterminer si une enquête devrait être ouverte. Il s'agit d'une phase au cours de laquelle le Bureau détermine si la Cour est compétente, si des crimes relevant de la compétence de la CPI ont pu être ou sont peut-être commis dans une situation donnée, si des enquêtes et des poursuites véritables se rapportant à ces crimes sont menées par les autorités compétentes et si l'ouverture éventuelle d'une enquête par le Procureur n'irait pas à l'encontre des [intérêts de la justice](#). Lors de cette phase, le Bureau évalue activement toutes les informations émanant de sources multiples concernant les crimes présumés, y compris les « communications » fournies par des personnes ou des parties concernées, comme le prévoit l'article 15 du Statut. Le déclenchement d'un examen préliminaire ne signifie pas qu'il débouchera automatiquement sur l'ouverture d'une enquête.

II.1. [Afghanistan](#)

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2007, examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Le Bureau a rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des représentants de diverses organisations. Il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

II.2. [Colombie](#)

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2006, examen qui porte sur des crimes allégués relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de femmes et d'hommes politiques, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le Bureau s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux qui viennent en aide aux groupes armés auteurs des crimes commis en Colombie.

II.3. [Géorgie](#)

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au Bureau du Procureur, tandis que la Russie, qui n'est pas partie au Statut, lui a fait parvenir 3 817 communications. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des Gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008 et en Russie en mars 2010. Une deuxième mission a été effectuée en Géorgie en juin 2010.

II.4. [Palestine](#)

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le Bureau du Procureur analysera tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir tout d'abord si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, ensuite si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et enfin si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés. Une délégation de l'Autorité nationale palestinienne ainsi que des représentants de la Ligue des États arabes se sont rendus à la Cour les 15 et 16 octobre 2009 afin de déposer un rapport présentant des arguments en faveur de la capacité de l'Autorité palestinienne à déléguer sa compétence à la CPI. Le 11 janvier, en réponse à une demande de l'ONU, le Bureau du Procureur lui a adressé dans une [lettre](#) un résumé de son action. Le 3 mai, il a publié un « [Résumé des observations visant à déterminer si la déclaration déposée par l'Autorité nationale palestinienne répond aux prescriptions du Statut de Rome](#) ». Aucune décision n'a encore été prise sur la question.

II.5. [Côte d'Ivoire](#)

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1^{er} octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les 17 et 18 juillet 2009, de hauts représentants du Bureau du Procureur se sont rendus à Abidjan. Le 4 mai 2011, le Président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, a [confirmé](#) son souhait que le Bureau du Procureur mène des enquêtes indépendantes et impartiales sur les crimes les plus graves commis depuis le 28 novembre 2010 sur l'ensemble du territoire ivoirien. Le 19 mai, le Procureur a informé le Président de la CPI de son intention de présenter une [requête](#) à la Chambre préliminaire afin d'obtenir l'autorisation d'ouvrir une enquête relative à la situation en Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre 2010.

II.6. Guinée

Le 14 octobre 2009, le Bureau a confirmé que la situation en Guinée faisait l'objet d'un examen préliminaire. La Guinée est un État partie au Statut de Rome depuis le 14 juillet 2003. En conséquence, la Cour pénale internationale a compétence à l'égard des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou du crime de génocide pouvant être commis sur le territoire de la Guinée ou par ses ressortissants, y compris les meurtres de civils et les violences sexuelles. Conformément à l'article 15 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a pris connaissance d'allégations graves concernant les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry. En janvier 2010, des hauts représentants du Bureau se sont entretenus avec le Président Compaoré du Burkina Faso, médiateur pour le groupe de contact sur la Guinée, et le Président Wade du Sénégal, afin de veiller à ce que ces derniers soient informés des activités du Bureau. Du 15 au 19 février 2010, le Bureau a envoyé en Guinée une mission dirigée par M^{me} Fatou Bensouda, procureur adjoint, dans le contexte de ses activités liées à l'examen préliminaire de la situation. Du 19 au 21 mai, les membres d'une deuxième mission du Bureau ont rencontré le Ministre guinéen de la justice, le colonel Lohalamou, et des juges du pays. Une troisième mission a été menée par le procureur adjoint, M^{me} Bensouda, à Conakry du 8 au 12 novembre 2010. À cette occasion, les représentants du Bureau se sont entretenus avec le Président Sékouba Konaté, le Premier Ministre, M. Doré, et les deux candidats aux élections. Les autorités guinéennes ont offert leur pleine coopération à la Cour.

II.7. Nigeria

Le 18 novembre 2010, le Bureau a confirmé que la situation au Nigéria faisait l'objet d'un examen préliminaire. Le Nigéria est un État partie au Statut de Rome depuis le 27 septembre 2001. Le Bureau examine les crimes allégués commis dans la région centrale du Nigéria depuis mi-2004 et souhaite engager un dialogue constructif avec les autorités nigérianes à ce propos.

II.8. Honduras

Le 18 novembre 2010, le Bureau a confirmé que la situation au Honduras faisait l'objet d'un examen préliminaire. Le Honduras est un État partie au Statut de Rome depuis le 1^{er} juillet 2002. Le Bureau a reçu de nombreuses communications à propos de crimes en rapport avec le coup d'état de juin 2009. Des allégations de différente nature concernent principalement des actes de torture présumés commis à grande échelle et l'arrestation de plus d'un millier de personnes en une seule journée. Le 22 novembre, des membres du Bureau se sont entretenus à La Haye avec le Ministre-conseiller du Honduras, qui leur a communiqué des informations pertinentes et leur a promis la pleine coopération de son pays.

II.9. République de Corée

Le 6 décembre 2010, le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait la situation en République de Corée. La Corée est un État partie au Statut de Rome depuis le 13 novembre 2002. Le Bureau du Procureur a reçu des communications selon lesquelles les forces nord-coréennes auraient commis des crimes de guerre sur le territoire de la République de Corée. Il évalue à l'heure actuelle si certains événements constituent des crimes de guerre relevant de la compétence de la Cour. Il s'agit a) du bombardement, le 23 novembre 2010, de l'île de Yeonpyeong, qui a causé la mort de fusiliers marins et de civils sud-coréens et blessé de nombreuses personnes ; et b) du naufrage d'un navire de guerre sud-coréen, le Cheonan, coulé par une torpille qui aurait été tirée d'un sous-marin nord-coréen le 26 mars 2010, naufrage au cours duquel 46 personnes ont trouvé la mort.

III. Coopération – Mobilisation des efforts en vue des arrestations

13 juin – Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a [déclaré](#) au Centre conjoint de formation de Buenos Aires pour les opérations de maintien de la paix : « Dans ce monde, il n'existe aujourd'hui plus de refuge pour ceux qui bafouent les normes internationales relatives aux droits de l'homme et le droit international humanitaire. Les auteurs de ces crimes doivent rendre des comptes et être traduits en justice. C'est un principe fondamental et un engagement fort que j'ai pris en tant que Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ici en Argentine et partout dans le monde, nous pouvons clairement affirmer que l'ère de l'impunité est révolue. Celle-ci n'est plus et l'obligation de rendre des comptes est dorénavant de mise et la justice triomphera tôt ou tard. [...] L'apaisement et la réconciliation commencent par la recherche de la vérité, par le rétablissement de la vérité historique. C'est pourquoi je suis là aujourd'hui, en toute humilité, pour encourager vos autorités à continuer à enquêter sur les responsables, ainsi qu'à les poursuivre et à les sanctionner. Les témoins doivent être protégés, de même que les juges, les procureurs et tous ceux qui sont concernés par les procès en cours ».

13-16 juin — Plusieurs organisations de parlementaires et de la société civile ont lancé un appel à l'intention du Gouvernement malais pour demander à celui-ci d'annuler l'invitation à une réunion de dialogue international du 19 au 21 juin qu'il a adressée au Président Al Bashir. Nazri Aziz, le Ministre malais de la justice et des affaires parlementaires rattaché aux services du Premier Ministre, avait [déclaré](#) : « Je prends cette affaire très au sérieux et j'ai l'intention d'en débattre avec les autres membres du Conseil des ministres puisque ce sont eux qui ont pris la décision d'adhérer au Statut de Rome. [...] À ce titre, je recommande vivement au

gouvernement d'annuler cette invitation ». Le 16 juin, le Ministre malais des affaires étrangères a confirmé qu'en raison d'obligations auxquelles il ne pouvait se soustraire, le Président Al Bashir ne serait pas en mesure d'assister à la réunion.

14 juin – Lors de sa deuxième réunion ordinaire de l'année, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a diffusé un [communiqué](#) dans lequel avait été supprimé un paragraphe où il était question de solidarité affichée à l'égard du Soudan et du rejet du mandat d'arrêt délivré contre le Président Al Bashir et des accusations portées à son encontre. Cette réunion faisait suite à la première conférence régionale qui s'est tenue au Qatar en mai dernier sous l'égide des autorités de ce pays, de la Ligue des États arabes et de la CPI. Les représentants du Qatar et du Koweït ont fait part de leur intention de ratifier le Statut de Rome sans préciser de date. En outre, un certain nombre d'États du CCG font partie du Groupe de contact sur la Libye, qui a approuvé les enquêtes menées par la Cour sur la situation dans ce pays.

14-15 juin — Des responsables du Bureau du Procureur ont participé à des réunions à New York en compagnie de représentants d'organes des Nations Unies, dont le Bureau des affaires juridiques, le Département des opérations de maintien de la paix, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'évoquer, entre autres, les derniers développements concernant les activités du Bureau, les questions liées à la coopération, les échanges d'informations et les meilleures pratiques en vigueur.

IV. Événements à venir

- 16 juin - Intervention du procureur adjoint dans le cadre du cours « Droit et politique en matière d'atrocités » à l'Université d'Utrecht
- 21-23 juin — Participation du procureur adjoint, M^{me} Bensouda au Forum mondial pour la justice, à Barcelone

** Le présent document expose le point de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter M^{me} Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int*